

# ASIE CENTRALE : CRISES KIRGHIZES ET TENSIONS RÉGIONALES DANS LA VALLÉE DU FERGHANA

PAR

SÉBASTIEN PEYROUSE (\*)

L'année 2010 a constitué un tournant dans l'histoire de la vallée du Ferghana, mais également dans celle de l'Asie centrale post-soviétique. Les conflits interethniques du mois de juin à Och, au cœur de la vallée, sont en effet venus ajouter une touche supplémentaire aux signaux de déstabilisation que le Kirghizstan envoie depuis plusieurs années. La vallée du Ferghana se distingue par sa complexité géographique, puisqu'elle est à cheval sur trois Etats, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan. Elle semble surtout synthétiser à elle seule nombre de difficultés auxquelles l'ensemble de la région est confrontée : pauvreté rurale et chômage, tensions interethniques, commerce illégal, trafic de drogue, développement de l'islamisme. Les événements de l'année 2010 au Kirghizstan n'ont fait que confirmer la difficulté à trouver une solution rapide et de long terme au risque d'instabilité et la diversité des défis auxquels les sociétés centre-asiatiques doivent faire face.

## KIRGHIZSTAN 2010 : CRISES POLITIQUES ET TENSIONS ETHNIQUES

La situation politique du Kirghizstan a été particulièrement mouvementée en 2010 : le gouvernement du président Kourmanbek Bakiev est renversé le 7 avril, remplacé par un gouvernement provisoire présidé par Roza Otounbaeva. Si, avec la Révolution des tulipes de mars 2005, le Kirghizstan s'inscrivait dans la lignée des révolutions dites «de couleur» – après celles de Géorgie en 2003 et d'Ukraine en 2004 (1) –, il est le seul pays de l'ancienne Union soviétique à connaître une seconde «révolution». Les événements d'avril 2010 s'apparentent davantage à une explosion sociale partie de protestations localisées, sans que les partis d'opposition

(\*) Chercheur au Central Asian and Caucasus Institute de la Johns Hopkins University (Washington, Etats-Unis) et chercheur associé à l'IRIS (Paris, France).

(1) Sally CUMMINGS / Maxim RYABKOV, «Situating the Kyrgyz Revolution», *Central Asian Survey*, vol. XXVII, n° 3-4, 2008, pp. 241-252; Scott RADNITZ, «What really happened in Kyrgyzstan?», *Journal of Democracy*, vol. XVII, n° 2, 2006, pp. 132-146; Henry HALE, «Regime cycles : democracy, autocracy and revolution in post-Soviet Eurasia», *World Politics*, vol. LVIII, n° 1, 2005, pp. 133-165.

soient à l'origine de ces contestations comme cela avait été le cas lors de la première «révolution». Ils ont eu pour origine les régions les plus pauvres du pays, Talas et Naryn et, contrairement à 2005, ne se sont pas réellement inscrits dans un clivage politique Nord-Sud. Le sentiment d'instabilité politique, déjà très présent depuis les événements de 2005, s'est trouvé brutalement accentué par les événements d'avril 2010, plus sanglants. En outre, alors que la première «révolution» n'avait pas changé la nature du système politique, K. Bakiev se révélant même plus autoritaire qu'A. Akaev, la seconde signale un changement de régime : le 27 juin 2010, est adoptée par référendum une nouvelle Constitution, qui prévoit le passage à un système parlementaire, premier de toute la Communauté des Etats indépendants (CEI) (2). Toutefois, ce changement ne garantit en rien une évolution des pratiques politiques : les partis restent souvent dépourvus de réelle plate-forme idéologique, certains d'entre eux appelant au retour à un présidentielisme autoritaire afin de rétablir la stabilité et la sécurité.

Ce sont toutefois les émeutes interethniques de juin qui changent définitivement la donne. Le 10 juin, dans la grande ville du sud du pays, Och, après une rixe entre Kirghizes et Ouzbeks survenue dans un casino, une foule compacte d'Ouzbeks se réunit au centre-ville et les premiers affrontements ont lieu dans la nuit. Du 11 au 14 juin, des rumeurs sur une soi-disant «agression ouzbèke», conduisent des Kirghizes à incendier le marché de la ville, l'un des plus grands d'Asie centrale, et à piller les magasins. Les quartiers (*mahallas*) où la communauté ouzbèke est majoritaire sont également attaqués. Les forces de l'ordre étant incapables de reprendre le contrôle de la ville, Roza Otounbaeva demande l'aide militaire de la Russie, que celle-là refuse. Les populations kirghizes de Och sont soutenues par des renforts des provinces voisines, en particulier de l'Alaï, afin de poursuivre le pillage des quartiers ouzbeks. Ces violences auraient provoqué la mort de près de 400 personnes et un flux de plusieurs centaines de milliers de personnes en direction de l'Ouzbékistan. Tachkent n'autorise toutefois que les femmes et les enfants à entrer en Ouzbékistan, puis exige leur retour vers le Kirghizstan deux semaines plus tard (3).

Ces événements ont suscité des interprétations multiples et contradictoires. Le gouvernement a accusé le clan de l'ancien président Bakiev d'être à l'origine de ces émeutes, mais dénonce dans un même temps l'implication du Mouvement islamique d'Ouzbékistan et d'Al Qaïda – très improbable – et mentionne le rôle ambigu des dirigeants politiques de la minorité ouz-

(2) Pauline JONES LUONG, «Recurring referendums: the struggle for constitutional 'reform' in Kyrgyzstan», *Recovery and Reformation. Policy Perspectives, Ponars Policy Papers*, août 2010, pp. 18-23.

(3) Sur ces événements, cf. les principaux rapports : International Crises Group, *The Pogroms in Kyrgyzstan, Asia Report*, n° 193, août 2010; Kyrgyzstan. «Where Is the Justice?» *Interethnic Violence in Southern Kyrgyzstan and its Aftermath, Human Rights Watch Report*, août 2010; Kyrgyzstan. *Recovery and Reformation. Policy Perspectives, Ponars Policy Papers*, août 2010.

bèke (4). L'opinion publique kirghize considère dans sa majorité comme seuls responsables les Ouzbeks, accusés d'avoir organisé un soulèvement populaire et perpétré des assassinats ethniques. Les Kirghizes se seraient alors trouvés dans une position de légitime défense. Les Ouzbeks en revanche invoquent un conflit interethnique dont ils auraient été les victimes, certains parlant même de «génocide» (5).

On ne peut comprendre ces événements sans les replacer dans leur contexte socio-économique et culturel. Le sud du Kirghizstan est peuplé de plus de 700 000 Ouzbeks, soit entre un quart et un tiers de la population. Ils sont majoritaires dans les villes d'Och et de Djalalabad et dans le district rural d'Aravan (6). Ils dominent le secteur agricole et l'économie des bazars, tandis que les Kirghizes contrôlent les structures administratives. L'économie informelle, en particulier le trafic de drogue, fait l'objet d'âpres luttes et est répartie entre les deux communautés, même si les Kirghizes exercent une prééminence dans ce secteur. Les représentants de la communauté ouzbèke ont cherché pendant plusieurs années, mais en vain, à convaincre les autorités centrales de leur accorder un statut d'autonomie (7). Certains réclament la reconnaissance de l'ouzbek comme langue d'Etat – comme le sont le kirghize et le russe –, un quota de 30 % des postes administratifs réservé aux Ouzbeks et la nomination d'un Ouzbek au poste de vice-gouverneur dans les régions méridionales du pays (8).

Toutefois, au Kirghizstan comme dans les autres Etats de la région, les responsables politiques n'ont eu de cesse de promouvoir une république unitaire : bien que tous les citoyens soient en théorie dotés des mêmes droits, l'Etat se pense et est pensé comme étant avant tout celui de l'ethnie majoritaire et titulaire, en l'occurrence kirghize, les autres peuples n'y ayant qu'un statut d'invité. Dans toutes les républiques d'Asie centrale, la fonction publique a été ethnicisée et les minorités ont été progressivement écartées des postes de décision (9). Les symboles historiques de la nation, comme Manas, héros mythique de la grande épopée nationale, sont des héros ethniques (10). Les partis politiques à tendance nationaliste sont de

(4) Sur l'ambiguïté caractérisant l'investigation conduite par le gouvernement à propos des violences, cf. E. MARAT, «National investigation of the Osh violence yields little results», *Eurasia Daily Monitor*, vol. VIII, n° 18, 11 janv. 2011.

(5) Le sujet est abondamment traité sur les sites Internet des diasporas ouzbèkes ou les blogs créés pour l'occasion. Cf. par exemple [uzbektragedy.com](http://uzbektragedy.com).

(6) Olivier FERRANDO, «Minorités ethniques d'Asie centrale : le destin croisé des Ouzbeks de la vallée du Ferghana», *Etudes interculturelles*, n° 2, 2009, pp. 33-45.

(7) M. FUMAGALLI, «Framing ethnic minority mobilization in Central Asia : the cases of Uzbeks in Kyrgyzstan and Tajikistan», *Europe-Asia Studies*, vol. LIX, n° 4, 2007, pp. 565-588.

(8) Alisher KHAMIDOV, «Forging broken links. Uzbeks and the State in Kyrgyzstan», Institute for Public Policy, disponible sur le site Internet [www.ipp.kg/en/analysis/295/](http://www.ipp.kg/en/analysis/295/); Joldosh OSMONOV, «Uzbek community in Kyrgyzstan want Uzbek as official language», *The Central Asia-Caucasus Analyst*, 14 avr. 2006, disponible sur le site Internet [www.cacianalyst.org/?q=node/4020](http://www.cacianalyst.org/?q=node/4020).

(9) Sur les Russes, cf. Sébastien PEYROUSE, «The Russian minority in Central Asia : migration, politics, and language», *Kennan Occasional Papers*, n° 297, 2008.

(10) Nienke VAN DER HEIDE, *Spirited Performance. The Manas Epic and Society in Kyrgyzstan*, Amsterdam, 2008.

plus en plus visibles sur la scène publique et les minorités apparaissent de plus en plus comme des citoyens de seconde classe.

En outre, le contexte géopolitique régional n'aide pas à trouver des solutions à cette épineuse question. L'Ouzbékistan est en effet un voisin ombrageux : il ne soutient certes pas la minorité ouzbèke du Kirghizstan (11), mais joue régulièrement de son différentiel de puissance avec Bichkek et ne cesse de présenter son voisin comme l'Etat faible de région, dont une déstabilisation pourrait faire encourir des risques conséquents aux républiques voisines (12). L'Ouzbékistan a régulièrement violé la frontière de son voisin au nom de sa sécurité et y a mené depuis la fin des années 1990 des expéditions punitives à l'encontre d'individus suspectés d'islamisme.

Le facteur interethnique n'a pas été l'unique élément déclencheur des émeutes de juin 2010, mais a toutefois constitué une ressource politique. L'antagonisme récurrent entre les éleveurs et anciens nomades kirghizes, d'une part, et les agriculteurs des plaines et les commerçants urbains, d'autre part, a contribué à nourrir les violences. Les slogans anti-ouzbeks ont réactivé d'anciennes tensions culturelles (13). La jeunesse désœuvrée venue des zones rurales les plus pauvres, comme celle de l'Alaï, a été ouvertement instrumentalisée afin de mener des « pogroms » anti-ouzbeks. Enfin, les pillages massifs ont quant à eux confirmé le poids des tensions socio-économiques, un phénomène qui touche l'ensemble de la vallée du Ferghana.

#### LA COMPLEXITÉ DE LA QUESTION FRONTALIÈRE DANS LE FERGHANA

Le Kirghizstan peut être considéré comme un « cas d'école » de la situation générale de la vallée du Ferghana, à cheval sur trois Etats, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan. Nombre de segments frontaliers n'ont pas été précisément définis lors des divisions entre républiques décidées par le régime soviétique entre 1924 et 1936 : les enjeux apparaissaient alors d'autant plus secondaires que ces frontières ne constituaient que des limites administratives internes et n'étaient pas destinées à acquérir un statut international (14). Au début des années 1990, les frontières entre Ouzbékis-

(11) M. FUMAGALLI, « Ethnicity, State formation and foreign policy : Uzbekistan and 'Uzbeks abroad' », *Central Asian Survey*, vol. XXVI, n° 1, 2007, pp. 105-122.

(12) Madeleine REEVES, « Materialising State space : 'creeping migration' and territorial integrity in Southern Kyrgyzstan », *Europe-Asia Studies*, vol. LXI, n° 7, 2009, pp. 1277-1313 ; Julien THOREZ, « Enclaves et enclavement dans le Ferghana post-soviétique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 35, 2003, pp. 28-39.

(13) Sean ROBERT, « What's ethnicity got to do with it? Healing the wounds of Uzbek-Kyrgyz violence in the Ferghana Valley », in *Kyrgyzstan. Recovery and Reformation*, *op. cit.*, pp. 7-12.

(14) Sur la délimitation des frontières sous le régime soviétique, cf. Francine HIRSCH, *Empire of Nations : Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Cornell University Press, 2005 ; George GAVRILIS, *The Dynamics of Interstate Boundaries*, Cambridge University Press, 2008.

tan et Kirghizstan et entre Kirghizstan et Tadjikistan sont restées largement ouvertes, tandis que celles entre Ouzbékistan et Tadjikistan ont rapidement été fermées par Tachkent, une partie d'entre elles étant minées. Après plusieurs incursions islamistes des étés 1999 et 2000, le processus de fermeture des frontières s'est accéléré : renforcement des contrôles, mise en place de patrouilles de surveillance militaire, installation d'obstacles en tous genres (barrières, fils barbelés, mines, destruction de ponts) et enfin déplacement des populations vivant sur la zone de démarcation.

Cette démarcation physique, avant même que des accords ne soient signés entre les pays riverains, a suscité de nombreuses tensions. L'Ouzbékistan, principal artisan du renforcement des contrôles et de la matérialisation des limites territoriales, a été accusé de s'emparer *de facto* de milliers d'hectares de terres kirghizes et a accru les tensions en terme de partage des ressources naturelles. Les tensions aux frontières sont en effet de plus en plus nombreuses : selon les autorités kirghizes, environ 25 affrontements frontaliers avec l'Ouzbékistan seraient recensés chaque année. Aujourd'hui encore, des centaines de kilomètres de frontières restent en négociation. En 2010, une commission ouzbéko-kirghize pour la délimitation et la démarcation des frontières est parvenue à s'accorder sur 1 050 des 1 395 km des frontières communes, mais 58 parcelles sont encore discutées. Les événements politiques de l'année 2010 ont interrompu ce processus (15). Tachkent est aujourd'hui accusée de profiter de l'instabilité de son voisin pour rester en position de force, fortifier la frontière à certains endroits et s'attribuer certaines des parcelles disputées.

Entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, 71 parcelles de terres sont revendiquées par les deux pays et les conflits localisés sont nombreux également (16). De plus, le manque de terre côté tadjik et les flux migratoires nombreux côté kirghize conduisent certains Tadjiks à venir s'installer sur des terres agricoles qui sont abandonnées côté kirghize ou qui leur sont louées de manière clandestine. Ces questions sont remontées jusqu'au Parlement kirghize, qui a dénoncé la «tadjikisation» de son territoire, tandis que Douchanbé semble chercher à pérenniser ces occupations illégales de terre à son avantage. Enfin, si le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont réussi à s'accorder sur une majorité de leurs frontières (97 % des 1 200 km séparant les deux pays), par la mise en application en mars 2009 d'un traité signé près de sept ans auparavant, en octobre 2002, quelques centaines de kilomètres restent en suspens.

L'existence de deux enclaves ouzbèkes, Sokh et Charkhimardan, et d'une enclave tadjike, Vorukh, dans la partie kirghize de la vallée contribue à compliquer les négociations. Leur accès par les populations de l'Etat titu-

(15) Alisher KHAMIDOV, «Closed Kyrgyzstan-Uzbekistan border ratcheting up tensions», *Eurasianet.org*, disponible sur le site Internet [www.eurasianet.org/node/63237](http://www.eurasianet.org/node/63237).

(16) *Id.*

laire fait en effet figure de point de friction récurrent : droit de circulation des individus rejoignant leur famille ou leur lieu de travail, accès au ravitaillement, mais également trafic de grande ampleur. Des affrontements violents sont parfois survenus afin de forcer le passage des individus, comme cela a été le cas dans le village d'Aidarken dans la région de Batken, où une trentaine de Kirghizes ont exigé la réouverture de la frontière et attaqué un poste frontalier près de Sokh en 2010.

L'enclave de Sokh, créée en 1955, compte 52 000 habitants et constitue la plus grande enclave de la vallée en terme de population. Jusqu'en 1999, les Ouzbeks pouvaient emprunter les routes kirghizes pour s'y rendre, tandis que les Kirghizes circulaient sur les routes qui traversent l'enclave pour se rendre d'un point à un autre de la vallée (17). Toutefois, les mouvements de population ont été brutalement restreints par l'installation de postes frontaliers ainsi que par le minage de la frontière, conduisant à des protestations officielles du gouvernement kirghize. Sokh a fait l'objet d'après négociations entre les deux pays, l'Ouzbékistan ayant par exemple interrompu ses livraisons de gaz au Kirghizstan en 2001, officiellement en raison d'une panne du gazoduc, officieusement pour obtenir la construction d'une nouvelle route d'une vingtaine de kilomètres afin de relier cette enclave au territoire ouzbek. Tachkent a démenti, tout en proposant un échange de territoires qui aurait permis aux Ouzbeks de rejoindre Sokh par un corridor, mais Bichkek a toutefois décliné l'offre, car la zone proposée en échange était inhabitée et dépourvue d'intérêt économique.

L'enclave de Chakhimardan, située à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Ferghana, était connue sous le régime soviétique comme lieu de villégiature et de cure, ainsi que pour sa carrière de marbre. Toutefois, plusieurs catastrophes naturelles (coulées de boue et crues), cumulées à la fermeture de la frontière à la fin des années 1990, ont conduit à l'étouffement économique de l'enclave. Les deux pays se sont accordés en 2007 pour autoriser leurs citoyens à passer sans visa pour des séjours de moins de deux mois. Les barrières administratives continuent toutefois à rendre ces frontières difficilement franchissables.

Enfin, Vorukh, rattachée au district d'Isfara de la région de Khudjand, compte entre 23 et 28 000 habitants. Traversée d'une seule route qui relie le district de Liailiaskii, voisin de Batken, au reste du pays, la ville est dépourvue de richesses naturelles, ce qui rend sa population très dépendante des régions voisines (18). Les attaques islamistes de 1999 et 2000 ont conduit à l'installation de postes frontaliers. Les tensions n'ont cessé de croître au cours des années 2000 et des conflits réguliers, non violents toutefois, sont survenus entre gardes frontaliers kirghizes et tadjiks. A partir

(17) «Anklavy 'Vorukh' i 'Sokh' – spornye territorii?», *Ferghana.ru*, 29 juil. 2003, disponible sur le site Internet [www.ferghananews.com/article.php?id=1876&print=1](http://www.ferghananews.com/article.php?id=1876&print=1).

(18) *Id.*

de 2002, les autorités tadjikes ont imposé une taxe de passage, ce qui a nourri le ressentiment côté kirghize. Aucun accord n'a été trouvé : le Tadjikistan réclame une continuité territoriale par la création d'un corridor spécial; le Kirghizstan espère récupérer l'enclave.

Les projets de renforcement des frontières n'ont toutefois pas coïncidé avec des menaces à la sécurité, mais ont été préparés bien avant les attaques islamistes de 1999 et 2000. La fermeture des frontières s'inscrit en effet dans des jeux de politique interne : les pouvoirs locaux arguent de leur légitimité populaire en montrant leur capacité à contrôler et protéger le territoire. Tachkent s'est ainsi efforcée de faire de la frontière du Ferghana l'emblème de l'Etat fort ouzbek face à deux voisins kirghizes et tadjiks dénoncés pour leur faiblesse, mais également le symbole du bien (stabilité) contre le mal (instabilité, trafic de drogue, islamisme, etc.) (19).

#### COMMERCE TRANSFRONTALIER ET TRAFICS ILLÉGAUX

La libre circulation dans la vallée du Ferghana est d'autant plus importante que les bazars y jouent un rôle économique et social fondamental : ils sont sources d'emplois, de revenus privés et publics et la vallée constitue un vecteur essentiel des échanges commerciaux pour toute l'Asie centrale – le commerce transfrontalier, principalement illégal, fait en effet vivre une grande partie des habitants. Les décisions administratives de fermer des postes frontaliers ont ainsi suscité plusieurs émeutes chez les populations riveraines. La disparition de certains tronçons de route et de ponts, imposée en particulier par le gouvernement ouzbek, a drastiquement modifié les conditions du commerce. L'obligation de contourner des portions de territoire ouzbek a parfois doublé, voire triplé le temps de voyage pour rejoindre le grand bazar régional de Karasuu, près d'Och.

Le commerce transfrontalier a en effet été de plus en plus entravé par les multiples mesures protectionnistes décrétées tout au long des années 2000, en particulier par les autorités ouzbèkes. A partir de 2009, le régime de passage des frontières a été rendu encore plus strict, suscitant une baisse du commerce entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, aggravée par les graves troubles politiques de 2010. Ainsi, au lendemain de la révolution du 7 avril, le gouvernement ouzbek a coupé les communications terrestres avec le Kirghizstan. Tachkent a imposé de nouvelles restrictions à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2010, limitant en particulier les catégories de personnes autorisées à franchir la frontière. Sur l'année 2010, le commerce entre les deux pays a baissé de près de moitié par rapport à la même période de l'année

(19) Nick MEGORAN, *The Borders of Eternal Friendship? The Politics and Pain of Nationalism and Identity Along the Uzbekistan-Kyrgyzstan Ferghana Valley Boundary, 1999-2000*, thèse du Sidney Sussex College, Cambridge, sept. 2002, et «The critical geopolitics of the Uzbekistan – Kyrgyzstan Ferghana Valley boundary dispute, 1999-2000», *Political Geography*, n° 23, 2004, pp. 731-764.

précédente. Côté tadjik, le petit trafic à la frontière avec l'Ouzbékistan est devenu presque impossible ou tout au moins très difficile, mais celui à la frontière avec le Kirghizstan a été facilité par l'inefficacité, des deux côtés, des agences de contrôle.

Bien que ces mesures soient en contradiction avec plusieurs accords et traités internationaux dont l'Ouzbékistan est signataire, celui-là est resté ferme face aux pressions. Tachkent a argué d'un trafic trop faible à Karasuu pour garantir la rentabilité du poste frontalier local et l'a fait fermer. Toutefois, dans la seconde moitié de la décennie 2000, quelque 40 000 personnes empruntaient quotidiennement le pont qui franchit le canal séparant les deux pays, un chiffre qui révèle l'ampleur de l'activité liée à ce bazar. Les autorités ouzbèkes jalourent en réalité depuis longtemps le succès financier de Karasuu, d'autant plus que les marchands ouzbeks y sont nombreux et souhaitent créer un grand bazar sur leur propre territoire afin de recouvrer un rôle de transit aux dépens du Kirghizstan. Un quart de tous les produits chinois entrant au Kirghizstan passe par le bazar de Karasuu et seuls 10 % des marchandises sont destinés à une consommation sur place, le reste étant réexporté vers l'Ouzbékistan et le Tadjikistan (20).

Plus les restrictions aux frontières se multiplient, plus les flux se réorientent vers des canaux officieux. Les chiffres du commerce illégal ne sont pas calculables, mais l'interprétation de certaines statistiques permet d'en mesurer l'ampleur. Ainsi, en 2009, les services kirghizes ont avancé des chiffres de commerce aux frontières supérieurs de 75,4 % aux statistiques ouzbèkes (21). Les différences dans les procédures nationales de comptabilité ne suffisent pas à expliquer cet écart, qui doit également être imputé au trafic illégal croissant, les autorités kirghizes étant plus souples dans leurs calculs que leurs collègues ouzbeks. Les commerçants ouzbeks travaillant de manière illégale côté kirghize sont de plus en plus nombreux, en particulier pour la vente de coton et de produits maraîchers, et la contrebande s'est professionnalisée et planifiée. Le commerce illégal transite soit par les postes frontaliers officiels grâce à la corruption des douaniers, soit par de nouvelles voies clandestines ouvertes en marge des postes frontaliers (22).

Enfin, la principale économie de l'ombre, le trafic de drogue, ne peut être ignorée. L'Asie centrale reçoit en effet environ un tiers des flux d'opiacés produits en Afghanistan, soit environ 120 tonnes d'héroïne et près de

(20) Regine SPECTOR *Protecting Property: the Politics of Bazaars in Kyrgyzstan*, these de l'University of California, Berkeley, 2009; Gael RABALLAND G. / Bartłomiej KAMINSKI, «La déferlante économique chinoise et ses conséquences en Asie centrale», *Monde chinois*, n° 11, 2007, pp. 129-134.

(21) Askar BESHIMOV / Oktiabr ABDYKAIMOV / Bakhodirzhin RADZHAPOV / Nurbek TASHBEKOV, *Prigranichnaia torgovlia. Ocenka perececheniia granic mezhdû Kyrgyzstanom i Uzbekistanom*, OSCE-Central Asian Free Market Institute, Bichkek, 2011.

(22) Enquête de terrain, 2010.

300 tonnes d'opium (23). Plusieurs routes coexistent, mais la principale passe par le Tadjikistan. Une portion de ces flux tadjiks rejoint l'Ouzbékistan, mais la majorité se dirige vers le Kirghizstan, arrivant par de multiples routes : celles du Pamir, de Gharm et de Khudjand. L'interconnexion des réseaux est telle qu'un seul moyen de transport est utilisé, en particulier entre Murghab et Och, ce qui augmente la rentabilité financière de la route, alors que les trafiquants sont obligés de changer de véhicules entre l'Afghanistan et l'Asie centrale. Le rôle grandissant du Kirghizstan dans le trafic s'explique par son instabilité politique, ainsi que par son découpage territorial : les enclaves facilitent les trafics et sont considérées comme des zones de quasi non-droit largement dominées par des structures mafieuses qui peuvent exercer leurs activités en toute impunité. De plus, la proximité avec la vallée ouzbèke du Ferghana, surpeuplée en regard du reste de la densité de population de l'Asie centrale, fait « appel d'air » pour la consommation. Une fois arrivés dans la région d'Och, les flux se divisent : une route traverse le Ferghana ouzbek pour rejoindre Tachkent, un gros marché de consommation, puis Tchimkent, centre de redistribution du Sud kazakh, tandis qu'une autre route part en direction de Bichkek.

Zone de transit depuis la chute de l'Union soviétique, l'Asie centrale est également en train de devenir zone de consommation et de production. Au Kirghizstan, près de 5 millions de tonnes de chanvre pouvant produire près de 6 000 tonnes de hachisch et plus de 2 000 hectares de pavot capables de donner 30 tonnes d'opium par an seraient produits dans la vallée de Tchu (24). Comme les zones tribales du Pakistan, l'Asie centrale connaît également le développement des laboratoires de transformation, qui permettent d'engranger d'énormes profits sur place avant le départ des stocks vers la Russie et l'Europe. Les multiples projets d'amélioration des infrastructures routières, grâce à des financements internationaux, ont pour impact indirect de faciliter les stratégies de transit des trafiquants, en particulier des gros réseaux, qui bénéficient de soutiens dans les organes de sécurité et peuvent donc circuler sur les axes officiels.

Le trafic de drogue dans la région du Ferghana impute des risques multiples : sanitaires tout d'abord, par l'augmentation de la consommation par les populations locales ; sécuritaires ensuite, car il a largement contribué à la criminalisation des économies centre-asiatiques. Enfin, le trafic constitue aujourd'hui un risque politique de plus en plus conséquent pour la région, car il est parvenu à innover les structures politiques nationales, en particulier au Tadjikistan et au Kirghizstan. Nombre de personnalités haut placées sont aujourd'hui accusées de s'enrichir grâce au trafic de stupé-

(23) UNODC, *Compendium Drug Related Statistics*, 2009, p. 7. Pour plus de détails sur le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan, cf. également UNODC, *The Global Afghan Opium Trade, A Threat Assessment*, 2011.

(24) Sébastien PEYROUSE, « Drug-trafficking in Central Asia », *ISDP Policy Brief*, n° 8, 23 sept. 2009.

fiants. Au Kirghizstan, alors que les acteurs du narcotraffic étaient très diversifiés dans les années 1990, un phénomène de recentralisation et de quasi-étatisation a eu lieu dans les années 2000, en particulier sous le mandat présidentiel de Bakiev : les services secrets en sont ainsi venus à contrôler, directement et indirectement, une grande partie du trafic, suscitant des réactions de résistance chez les «narcobarons» marginalisés et accentuant la criminalisation des structures étatiques. Le soutien apporté par la milice, les services secrets, la douane et les gardes-frontières à certaines autorités criminelles ont joué probablement un rôle important dans le déclenchement des émeutes d'Och.

\* \*  
\*

La fermeture des frontières et les conflits récurrents survenus dans la vallée du Ferghana ont contribué à l'appauvrissement de la population dans cette région pourtant historiquement riche d'Asie centrale. Par ses stratégies protectionnistes, l'Ouzbékistan a de lui-même perdu son statut de carrefour commercial de la région au profit du Kirghizstan, dans une moindre mesure du Tadjikistan. Si Tachkent est indubitablement parvenu à exercer un contrôle étroit sur ses frontières et a très largement réduit la circulation tant des individus que des produits commerciaux, cette situation a plongé la population dans une situation sociale de plus en plus difficile, qui n'est pas sans faire le jeu d'éléments de déstabilisation possible, en particulier islamiste. Si les politiques publiques ouzbèkes continuent à prôner la fermeture des frontières au nom d'arguments sécuritaires, de nombreux milieux politiques haut placés en tirent des revenus personnels substantiels. De même, les clans tadjiks et kirghizes au pouvoir dans la vallée construisent leur légitimité sur les revenus clandestins tirés de ce refus généralisé de normaliser les relations commerciales aux frontières.

Depuis les années 1990, la vallée du Ferghana a été perçue comme le bastion du développement de l'extrémisme islamique en Asie centrale. Même si le contexte social des trois républiques riveraines de la vallée du Ferghana constitue un terreau fertile pour l'islamisme, la laïcité reste la conviction majoritaire de nombre de citoyens. Il existe en effet, en Asie centrale, une forme locale de l'Islam qui, malgré son traditionalisme et son conservatisme, est caractérisée par sa capacité de survie et d'existence au sein de l'État laïque, par son renoncement à la violence et sa reconnaissance de la séparation entre institutions laïques et religieuses si la liberté confessionnelle est respectée. Toutefois, la politique répressive en matière de religion menée par les autorités ouzbèkes et tadjikes, qui contraste avec le laxisme kirghize, contribue à déprécier le clergé traditionnel, critiqué pour être un instrument au service des autorités et disposer d'une mauvaise formation théologique face aux nouveaux prêcheurs formés dans le reste du monde

musulman. De plus, les activités caritatives discrètement mises en œuvre par les mouvances islamistes interdites, en particulier le Hizb ut-Tahrir, aident à diffuser l'image d'Etats corrompus, incapables de freiner la paupérisation d'une partie de la population. Enfin, le slogan de la justice sociale prôné par les islamistes va de pair avec une certaine nostalgie pour l'égalitarisme soviétique et contraste avec la corruption endémique des élites actuelles. Les événements kirghizes de 2010 sont donc venus illustrer des problèmes sociaux et politiques plus profonds, caractéristiques de l'évolution des Etats d'Asie centrale depuis leur indépendance.

